

## **Le règlement du conflit israélo-palestinien plus urgent que jamais, dit un responsable de l'ONU**

Une famille palestinienne devant sa maison détruite à Jérusalem-Est. Photo: UNRWA

18 juin 2013 – Alors que le contexte régional est marqué par l'escalade de la crise en Syrie, le

Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, Oscar Fernandez-Taranco, a indiqué mardi qu'il ne fallait pas perdre de vue le conflit israélo-palestinien. « La résolution de ce conflit n'en est pas moins urgente », a-t-il dit.

M. Fernandez-Taranco s'exprimait devant la Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne qui se tient jusqu'au 19 juin, à Beijing, en Chine, et qui est organisée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

« L'espoir né du réengagement des Etats-Unis doit être préservé et traduit en actes par les parties », a-t-il affirmé, en appelant ces dernières à s'abstenir de toutes actions qui pourraient entraver la reprise de négociations robustes.

Jugeant « cruciales » les semaines à venir, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques s'est dit profondément troublé par la poursuite par Israël des colonies de peuplement en Cisjordanie, illégales au regard du droit international.

« Israël doit s'acquitter de ses obligations en vertu de la Feuille de route, geler toutes les activités de colonisation et démanteler les postes avancés de peuplement érigés après 2001 », a affirmé M. Fernandez-Taranco, qui a estimé que la situation prévalant à Jérusalem Est était particulièrement inquiétante.

Il a ensuite indiqué que des mesures de restauration de la confiance entre les parties, un horizon politique dégagé, un Etat palestinien viable et une amélioration des conditions de vie des Palestiniens étaient les conditions nécessaires pour permettre des avancées dans le processus de paix.

Estimant que la situation à Gaza était alarmante, M. Fernandez-Taranco, a demandé l'ouverture de tous les points d'entrée pour Gaza afin de permettre la libre circulation des personnes et des biens, tout en appelant à faire échec aux attaques visant Israël et à la contrebande d'armes.

« Le cessez-le-feu négocié en novembre doit être préservé à tout prix », a-t-il poursuivi, ajoutant qu'il constituait le meilleur moyen de changer la « dynamique négative en cours dans la bande de Gaza ».

En conclusion, M. Fernandez-Taranco a souligné les risques qui s'ensuivraient si l'opportunité qui s'est ouverte pour la paix dans la région ne devait être saisie. « Faisons de 2013 une année d'avancées pour le processus de paix israélo-palestinien », a conclu le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a été créé en 1975 par l'Assemblée générale. Chargé de suivre la situation en gardant à l'étude la question de Palestine, le Comité a vu son programme de travail progressivement élargi, incluant notamment l'organisation de réunions avec la société civile et de conférences internationales dans toutes les régions. Il est actuellement présidé par Abdou Salam Diallo, du Sénégal.